



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la Réglementation
et de l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire

AREVA NC
33 rue Lafayette
75009 PARIS

Stockage de déchets industriels
sur la commune de Issy l'Evêque

N° 11- 01313

ARRÊTÉ

Le PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et l'article R 512-31,

VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1997, fixant à la COGEMA des prescriptions techniques visant à garantir la protection de l'environnement au voisinage du dépôt de déchets industriels qu'elle a constitué sur le territoire de la commune d'Issy l'Evêque, "site de Bauzot", en particulier les servitudes, figurant dans l'annexe 3 à l'arrêté, grévant les terrains de l'installation,

VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 prescrivant à AREVA NC (ex COGEMA) la réalisation d'un bilan de fonctionnement pour le dépôt de déchets industriels,

VU la circulaire conjointe du Ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer et du président de l'Autorité de sûreté nucléaire en date du 22 juillet 2009,

VU le bilan de fonctionnement transmis par AREVA NC le 11 mai 2010,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 1er mars 2011,

VU l'avis du CODERST, dans sa séance du 17 mars 2011, au cours duquel l'exploitant a été entendu,

VU le projet d'arrêté porté le 22 mars 2011 à la connaissance du demandeur,

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 4 avril 2011,

CONSIDERANT que pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, il est nécessaire de compléter le bilan de fonctionnement, en particulier en ce qui concerne la connaissance hydrogéologique du site et la caractérisation des déchets entreposés ;

CONSIDERANT que les objectifs de la surveillance de l'environnement visent notamment à apprécier le comportement au cours du temps des différents ouvrages ;

CONSIDERANT que l'efficacité des techniques à mettre en œuvre pour le contrôle et la maîtrise de l'impact environnemental peut évoluer et qu'il convient sans cesse de se rapprocher des meilleures technologies disponibles ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

A R R E T E

Article 1

La société AREVA NC dont le siège social est situé 33 rue La Fayette, 75009 PARIS, est tenue de compléter, sous 18 mois, le bilan de fonctionnement, transmis le 11 mai 2010, pour son dépôt de déchets industriels qu'elle possède sur le territoire de la commune d'ISSY L'VEQUE au lieu-dit « La Borne Pilot ».

Le dépôt concerné est situé sur les parcelles référencées section AX n° 53 et 54 représentant une superficie de 2ha 31a 55ca, à l'intérieur des limites figurant sur le plan annexé à l'arrêté du 4 juillet 1997.

Article 2

Afin de répondre à l'exigence de l'article 1, l'exploitant procédera aux travaux et investigations suivants.

2.1 Sous 3 mois

La pose de trois sondages piézomètres, un en amont et deux en aval du site.

2.2 Sous 6 mois

L'actualisation de l'étude hydrogéologique comportant outre la connaissance des aquifères, l'analyse des paramètres suivants :

- radium 226 soluble
- radium 226 insoluble
- uranium 238 soluble
- thorium 228
- césium 137
- plutoniums 238, 239 et 240
- fer, aluminium et plomb

2.3 Sous 6 mois

La caractérisation du substrat au droit du stockage de déchets (forme, épaisseur, qualité et nature des matériaux, perméabilité) sur la base des sondages réalisés dans l'environnement immédiat du site.

2.4 Sous 6 mois

La caractérisation des digues et enrochement ceinturant le massif de déchets et la vérification de leur stabilité

2.5 Sous 12 mois

La réalisation de sondages permettant la caractérisation de l'ensemble des catégories de résidus et de déchets entreposés sur le site.

Préalablement à cette caractérisation, le plan de sondage sera soumis à une analyse critique effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

2.6 Sous 18 mois

La caractérisation du stockage comportant en particulier :

- La nature des matériaux et la caractérisation radiologique des 3 catégories de déchets et résidus entreposés provenant du SICN-CERCA, de l'usine du Bouchet et de l'usine de Fontenay-aux-Roses.;
- L'état des fûts contenant les déchets et résidus et leurs modalités d'entreposage ;
- la caractérisation de la couverture du stockage, et en particulier le coefficient de perméabilité.

Un bilan de la localisation des différentes catégories de déchets et résidus sera réalisé en prenant en compte de l'ensemble des résultats des analyses suscitées.

Article 3

Les délais fixés à l'article 2 sont comptés à partir de la date de signature du présent arrêté.

Article 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5

En cas d'inobservation des dispositions susvisées, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Issy l'Evêque, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Article 7

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire d'Issy l'Evêque, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône et Loire à Mâcon.
- l'exploitant

Mâcon, le - 7 AVR. 2011

LE PREFET,
Fonctionnaire,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES